

lundi 17 mai 2021

Nous sommes tous des Palestiniens !

New-York, Madrid, Bagdad, Tunis, Londres... et Tel Aviv : ce week-end, des manifestations de solidarité avec le peuple palestinien ont eu lieu partout dans le monde. À Paris, des milliers de personnes ont bravé l'interdiction de manifester et les 4200 policiers et gendarmes mobilisés. Plus de vingt mille au total en France contre le déluge de feu qui s'abat sur la bande de Gaza. En une semaine, les bombardements israéliens ont fait 200 morts, 1200 blessés et détruit des pans entiers de la ville. Bilan qui s'aggrave de jour en jour.

Le terrorisme d'État israélien

Le gouvernement israélien prétend qu'il ne fait « que » répliquer aux roquettes envoyées par les islamistes palestiniens du Hamas (dont 90 % sont interceptées par le bouclier anti-missiles) ; qu'il ne vise « que » des cibles terroristes. Mensonge : des dizaines d'enfants ont déjà perdu la vie. Et encore 42 civils tués ce week-end dans une artère commerçante bombardée. La partie est loin d'être égale entre l'armée israélienne suréquipée et la résistance palestinienne artisanale.

L'État israélien est le premier responsable de l'escalade meurtrière. Depuis 70 ans, il mène une guerre acharnée contre les Palestiniens chassés de leur terre, privés de tous droits nationaux et réduits à vivre en citoyens de seconde zone à l'intérieur d'Israël ou à l'intérieur d'enclaves, les « territoires palestiniens », dont la Cisjordanie qui continue d'être envahie par des colons israéliens, sous le contrôle de l'armée israélienne. La bande de Gaza, véritable prison à ciel ouvert, subit de son côté un blocus économique depuis maintenant 14 ans et ne survit que grâce à l'aide humanitaire.

Une nouvelle génération en colère

Les dirigeants israéliens, alliés à l'extrême droite raciste, ont cru possible une nouvelle provocation : interdire en plein Ramadan les rassemblements autour de la mosquée Al-Aqsa à Jérusalem, et expulser de la ville des familles palestiniennes. C'est ce qui a mis le feu aux poudres. De nombreux jeunes Arabes israéliens ont rejoint la résistance. Ils ont affronté l'armée et la police israéliennes et ces groupes d'extrême-droite, partisans d'une colonisation totale, criant « mort aux Arabes ! »

C'est dans ce climat que le Premier ministre israélien Netanyahu, dès la première roquette du Hamas, a cherché à recréer une énième « union nationale » guerrière derrière lui, en noyant sous les

bombes la population gazaouie. Loin de défendre la population israélienne, cette politique contribue à creuser le fossé de sang entre les deux peuples. Netanyahu savait que sa provocation ne pourrait que susciter une riposte du Hamas, qui de son côté exerce sa dictature sur la zone de Gaza et cherche à étendre son influence contre l'Autorité palestinienne de Mahmoud Abbas, contrôlée par l'OLP et discréditée par ses compromissions.

La complicité des grandes puissances

La fuite en avant colonialiste et guerrière de l'État israélien a été encouragée par la présidence de Trump, dont Biden prend le relais, suivi de Macron. Tous clament le droit d'Israël à se « défendre ». Ce qui équivaut à un permis de tuer donné au gouvernement israélien. Les dérisoires appels à la « retenue » ne sont là que pour la galerie. Pour les grandes puissances, Israël est un allié essentiel pour gendarmier un Moyen-Orient où elles ont tant d'intérêts stratégiques et pétroliers. Le sort du peuple palestinien, et même du peuple israélien, leur est bien secondaire.

Un vent de révolte sans frontières

La solidarité envers le peuple palestinien est venue d'en bas, des jeunes et des travailleurs qui ont pris la rue le week-end dernier. Après les images de répression féroce en Birmanie, puis en Colombie, celles de Jérusalem et Gaza soulèvent une grande émotion. Les Palestiniens incarnent le sort des damnés de la terre, laissés-pour-compte d'un système capitaliste qui charrie oppressions et misère, face à des nantis et puissants qui sont nos ennemis communs. Leur lutte incarne la révolte de ceux qui refusent de baisser la tête. Les travailleurs du monde entier doivent se serrer les coudes : l'exploitation et les oppressions ne connaissent pas de frontières, nos luttes non plus !

Et de deux !

C'est la 2^e augmentation des tarifs du self en quelques semaines, une vraie spirale inflationniste. Depuis lundi le plat principal est facturé à 5,5 € au lieu de 5 €, et paf +10% ! Les à-côtés passent tous à 1 €, comme ça les calculs sont plus simples à faire en caisse.

La baisse du nombre de salariés présents sur le site serait la raison de ces augmentations à répétition. PSA privilégie le télétravail pour un certain nombre d'entre nous et se fait de belles économies au passage. Qu'elle mette la main à la poche pour absorber ces augmentations ! Une paille pour le groupe Stellantis...

Temps mort

La mobilisation des collègues des différentes fonderies menacées de fermetures ne faiblit pas. Dimanche dernier, les ouvriers des fonderies de Bretagne ont bloqué pendant quelques heures le car des joueurs du FC Metz histoire de se rappeler aux souvenirs des autorités. Du Nord à Douvrin, à l'Ouest en passant par l'Est les ouvriers de l'automobile sont nombreux à être menacés. C'est tous ensemble qu'il faut lutter.

Mensonges à la chaîne

Dans la nuit du 22 au 23 février, dans l'Essonne, le jeune Adnane Nassih, 19 ans, a été éborgné par un tir de LBD à moins de sept mètres.

Ayant placé sur écoute le tireur, ses collègues et leurs supérieurs, les magistrats sont « malencontreusement » remontés jusqu'au directeur général de la police nationale et au directeur départemental de la sécurité publique : tout ce beau monde expliquant comment bricoler les faits à leur avantage et contrecarrer l'enquête. Sachant que les images de vidéosurveillance contredisent totalement la version policière. Face à des violences qui sont tout, sauf des bavures, c'est tout une chaîne de commandement qui assure l'impunité aux responsables policiers.

Nouvelle crue à l'hôpital ?

Le 11 mai, 110 services de réanimation étaient en grève pour réclamer des hausses de salaire et l'amélioration de leurs conditions de travail. Si le gouvernement communique sur « la décrue du nombre de patients en réanimation », il restait plus de 4 000 personnes dans ces services en début de semaine. Soit une occupation de 80 % de leur capacité « normale ». Dans une quinzaine de département, ce taux reste supérieur à 100 % !

La gestion de l'épidémie par le gouvernement a consisté à demander toujours plus aux hospitaliers, et

ses annonces – notamment les dernières en date sur les salaires – ont le don de beaucoup énerver !

La colère bouillonne. Le 18 mai, ce sont les techniciens de laboratoire qui seront en grève. Le 29 mai, différents collectifs et syndicats appellent à une journée internationale de la santé. Le 10 juin, les psychologues s'y mettront aussi.

Souhaitons qu'elle déborde et se coordonne dans les semaines qui viennent !

Algérie : malgré la répression brutale, le Hirak bouge encore

Vendredi 14 mai, des milliers de manifestants ont bravé l'interdiction de manifester à Alger et dans d'autres villes du pays. Cette 117^e marche des vendredis du Hirak contre le régime s'est heurtée à la répression la plus violente depuis le début du mouvement en février 2019 : interpellations par dizaines de journalistes, voire de leaders politiques et par centaines de manifestants pacifiques, matraqués et arrêtés par des policiers armés jusqu'aux dents. Le pouvoir rappelle son vrai visage : un souverain mépris des revendications populaires et l'usage aveugle de la force pour intimider la population. Dans ce contexte, les élections législatives du 12 juin apparaissent de plus en plus comme une farce où la clique en place cherche à se légitimer....

Un jeune, une solution... vraiment ?

Pour prétendre faire face à la forte hausse du chômage des jeunes, le gouvernement a mis en place depuis cet été des aides pour les entreprises qui embauchent des salariés de moins de 26 ans : 1 000 € par trimestre versés aux patrons pour tout jeune embauché en CDI ou même simplement en CDD d'au moins trois mois. Pour une embauche au Smic, c'est presque un tiers du salaire net qui est pris en charge par l'État pendant un an.

Au total, plus de 800 millions d'euros ont été versés par le biais de ce dispositif entre juillet et avril. Sans que ça ait créé un chômeur de moins : il suffit d'embaucher un jeune plutôt qu'un plus âgé et une partie du salaire est payée par l'État. Aider les entreprises pour prétendre faire baisser le chômage n'a rien d'une nouveauté : l'État avait déjà inventé des aides pour l'embauche des seniors, des chômeurs de longue durée... Sans résultat probant.

Mais peu importe, l'important pour le gouvernement ce sont les cadeaux au patronat.

Pour nous retrouver sur Facebook

